

MARDI 5 MAI 2015

En route vers le crash économique final.

- = **Énorme bourde : Olivier Delamarche et Pascale Auclair** p.1
- = **Des Bunds aux OAT, séisme obligataire en Zone euro** p.3
- = **USA : Animation sur l'expansion et chute des sites de forage sur 4 ans** p.7
- = **« Pour Warren Buffett, c'est trop cher, ou pas cher... tout dépend des taux !! »** p.8
- = **La Suisse impose des taux d'intérêt négatifs** p.12
- = **3 – La mondialisation (série François Roddier)** p.14
- = **Dans la plus grande économie du monde, plus de 6.000 commerces de détail ont fermé** p.17
- = **Le problème TESLA...** p.19
- = **Grèce : LE FMI PLACE LES EUROPÉENS DEVANT LEUR IRRESPONSABILITÉ** p.20
- = **Le discours de la Méthode** p.22
- = **Le poison des taux négatifs** p.25
- = **Les épargnants portent le blâme** p.32
- = **Grèce: les négociations avec les créanciers sur la bonne voie ?** p.35
- = **Le travail est une valeur périmée ! (Michel Santi)** p.36
- = **Dans huit ans, Internet pourrait s'effondrer car il a atteint ses limites, avertissent des chercheurs** p.38
- = **Une espèce animale sur six pourrait disparaître à cause du réchauffement climatique** p.40



Énorme bourde : Olivier Delamarche et Pascale Auclair

Les éconoclastes 4 mai 2015

L'état des Etats-Unis

La lecture de notre Econoclaste sur les taux américains est « une logique de flux, de prise de profits » qui ne devrait pas se poursuivre très longtemps.

« Nous n'aurons pas de hausse des taux aux Etats-Unis. Il y aura même un QE4 c'est écrit. »

« Vous êtes en début de récession aux Etats-Unis » d'après Olivier Delamarche si l'on regarde précisément les chiffres du PIB. En effet, si l'on enlève du calcul du PIB le chiffre des stocks, qui est « historique », vous obtenez alors un résultat négatif. « Vous êtes à -0.54 très exactement. »

Comment peut-on expliquer cela ? Et bien tout simplement parce que les investissements diminuent depuis des mois aux Etats-Unis, les revenus personnels n'ont pas augmenté, les magasins au détail ferment petit à petit, bref. « Le moteur américain, qui n'a jamais été un moteur de formule 1 depuis quelques années, est définitivement en panne. »

« L'alignement des planètes était une énorme bourbe ! »

Une énorme bourde, notamment au niveau du prix du pétrole qui était censé redonner du pouvoir d'achat aux américains. « Où est-il ce pouvoir d'achat ? » s'exclame notre Econoclaste qui depuis le début de la baisse des prix du pétrole nous met en garde et nous invite à ne pas nous réjouir trop vite de cet événement. Il aura donc effectivement eu raison, cette baisse n'a pas eu d'impact positif pour les ménages.

« Comment peut-on avoir une progression des ventes au détail si le revenus des américains n'augmente pas et que de l'autre côté on ne leur accorde pas de crédits ? »

Concernant les chiffres du premier trimestre, les analystes sont là encore tentés, comme l'année dernière, d'en appeler au climat pour les expliquer. « C'est vrai qu'en hiver il fait froid, c'est surprenant ! Vous regardez la carte [des températures] et vous vous apercevrez que la majorité des états ont eu des températures qui étaient plus élevées que d'habitude. »

« Aujourd'hui on a quand même des effets qui sont des effets flagrant de disparition de la classe moyenne aux Etats-Unis. »



Partie 1: <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-pascale-auclair-12-etats-unis-des-chiffres-du-pib-plus-daccevants-que-pracvus-0405-516469.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-22-vs-pascale-auclair-la-reprise-est-elle-bien-confirmee-au-sein-de-la-zone-euro-0405-516493.html>

La reprise est-elle confirmée en Europe ?

« Je ne crois pas du tout à la reprise en Europe. Je ne crois pas du tout à l'alignement des planètes qui est une grande bêtise. Que ce soit la baisse du pétrole ou que ce soit la baisse de l'euro. Ça ne donne un petit bol d'air comptable qu'aux entreprises qui exportent et absolument pas

d'augmentation de marge ou quoi que ce soit. On voit que l'Espagne n'en bénéficie pas non plus. [...] L'Allemagne va caler pourquoi ? Parce que son modèle c'est uniquement les exportations et qu'aujourd'hui ça ne vous a pas échappé qu'en Chine il y a un énorme coup d'arrêt et qu'aux Etats-Unis ça ne va pas. Donc je ne vois pas les exportations européennes, même avec un euro bas, continuer de façon très forte. »

« Contrairement à vous tout m'intéresse. Il n'y a pas que la petite bonne nouvelle qui arrive au milieu d'un océan de mauvaises nouvelles qui m'intéresse. »

Au niveau des négociations avec la Grèce, nous sommes face à une « comédie ridicule entre l'Europe et la Grèce ». « Sortons-les de l'euro, c'est la meilleure chose qui pourrait leur arriver. [...] On aurait dû sortir la Grèce il y a quelques années ça nous aurait coûté trois fois moins cher et là on cherche à prolonger encore les choses pour que ça nous coûte le double. »

« L'euro n'est pas une religion et ne doit pas être une religion. Or aujourd'hui c'est un extrémisme religieux. »

[Des Bunds aux OAT, séisme obligataire en Zone euro](#)

05 mai 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Les indices boursiers ont corrigé de -2,5% en moyenne la semaine passée. Les justifications se bousculaient dès jeudi dernier avec, pêle-mêle, quelques trimestriels jugés décevants (et lourdement sanctionnés comme Vallourec, ST Micro, Nokia...), un rebond de l'euro (+3% en quatre séances, excusez du peu !), quelques prises de bénéfices sur des dossiers "un peu chers" (luxes, équipementiers auto, mais sur lesquels il faudra très vite se repositionner car la hausse n'est pas terminée).

La cause la plus anxiogène était en fait la moins commentée : les taux longs ont pris entre 25 et 30 points de base à travers toute l'Europe en sept séances. Les Bunds sont passés de 0,07% le 21 avril à 0,38% le 30 avril, les OAT françaises de 0,37% à 0,65% au cours du même intervalle, les BTP italiens (plus important gisement obligataire d'Europe avec 2 170 milliards d'euros d'encours) de 1,21% à 1,59%.

Je ne vais pas chercher à faire du sensationnalisme avec des +1 000% sur les

emprunts à cinq ans en 3 jours (du 28 au 30 avril) en France et en Allemagne. Le fait qu'ils aient doublé sur les OAT à 10 ans suffit à suggérer qu'il y a comme un petit problème de tension sur les taux longs.

Ce contrepied d'une violence plus observée depuis juin 2013 survient 10 jours seulement après que le 9 ans allemand a affiché un pur 0,00% de rendement, le Bund de référence 2025 affichant 0,05% le 17 avril et 0,135% lundi dernier — pour clôturer la semaine à 0,36%.

Connaissant les leviers (les "X fois la mise", souvent un multiplicateur à deux chiffres) que pratiquent les banques d'affaires et les *hedge funds* les plus offensifs sur les marchés obligataires dont la hausse des cours semblait garantie éternellement par la BCE, je subodore que la semaine écourtée qui s'est achevée le jeudi 30 avril va compter parmi les plus saignantes depuis l'automne 2011 et la grande peur sur les dettes périphériques.

Les marchés obligataires ont effacé tout ce qu'ils avaient gagné du 7 mars au 17 avril

Du 20 au 30 avril, les marchés obligataires ont effacé tout ce qu'ils avaient gagné du 7 mars au 17 avril... Un séisme obligataire dans l'Eurozone qui a presque coïncidé par ailleurs avec celui qui a dévasté le Népal.

▪ **Les Etats-Unis aussi...**

Le plus intrigant, c'est la contamination qui a affecté les bons du Trésor américains, passés de 1,89% à 2,12% en cinq séances. Cela malgré une croissance du PIB divisée par 10 (à seulement +0,2%), malgré des indices d'activités manufacturière en berne en avril (pas de rebond en vue après un premier trimestre plombé par le dollar fort), malgré des chiffres immobiliers très en-deçà des attentes et malgré des salaires qui ont stagné le mois dernier — ce qui éteint les quelques braises qui rougeoyaient du côté des revenus des ménages en début d'année.

Vu les milliers de milliards qui se négocient sur les marchés obligataires américains chaque jour, la dichotomie entre les statistiques de la semaine et les T-Bonds ne peut être mise sur le seul compte de la débâcle des marchés obligataires européens.

Nous aurions même pu assister à un arbitrage transatlantique en faveur des T-Bonds, l'horizon d'une hausse de taux par la Fed s'éloignant, en quelques chiffres-clés, de plusieurs semaines. En fait, la probabilité d'un resserrement d'ici fin 2015 était même tombée mercredi dernier sous la barre des 50%.

Si les taux longs américains grimpent de presque 25 points de base en une semaine, c'est que quelques grosses mains vendent et servent à volonté toutes celles qui se présentent pour ramasser du papier.

L'ampleur de la correction devrait remettre en question l'équation "taux zéro ou négatif sur les Bunds = PER infini sur les actions". Malgré cela, les *permabulls* estiment que 0,36% ou 0,38% sur le 10 ans allemand (l'équivalent des emprunts japonais de même maturité), cela reste un rendement formidablement favorable aux actions.

Avec l'activisme de la BCE, il semble fort peu probable que le Bund franchisse le palier des 0,40%. Il ne l'a plus débordé depuis l'annonce du QE de 60 milliards d'euros par mois jusqu'en septembre 2016.

Et la remontée des rendements, c'est au fond une bonne nouvelle. En effet, la BCE peut ainsi de nouveau puiser dans un gisement de bons du Trésor éligibles qui s'élargit en Allemagne puisque toutes les maturités supérieures à trois ans se situent au-delà des -0,2%.

Mais cette sérénité résistera-t-elle en cas de coup de sifflet mettant fin à la partie qui oppose Athènes à ses créanciers (Bruxelles, le FMI et la BCE) depuis 2010 ?

Cela fait plusieurs semaines que des petites phrases sont lâchées par des "proches du dossier" visant à tempérer les craintes de chaos sur les marchés en cas de Grexit.

▪ **Le miracle irlandais ?**

Un membre de la commission de Bruxelles — dont le nom m'échappe — a même confié qu'il existe bien un "plan B" en ce qui concerne la Grèce... sachant que le "plan A" jusqu'à présent affirmé comme le seul et unique sur la table consiste à obtenir d'Athènes la mise en oeuvre des réformes et privatisations conclues fin 2011, de façon à lui procurer les financements dont elle a besoin pour mener à bien son redressement et son retour sur les marchés.

La cure d'austérité a bien fonctionné pour l'Irlande, alors pourquoi pas pour la Grèce ?

La seule petite différence, c'est que l'Irlande est un paradis fiscal pour les multinationales mais pas pour les contribuables irlandais. C'est l'inverse pour la Grèce, où l'évasion fiscale reste un sport national mais où les entreprises

étrangères ne bénéficient d'aucun avantage particulier.

Il existe même des personnages politiques — comme le locataire de Matignon — pour nous vanter l'exemple irlandais, le spectaculaire redressement de ce pays, la baisse du chômage.

200 000 Irlandais ont émigré vers l'étranger depuis 2009 Il oublie juste de rappeler que le PIB y est soutenu comptablement par le rebond de l'activité du secteur financier et l'abondance des flux de capitaux qui ne font que transiter par Dublin. Parallèlement, 200 000

Irlandais ont émigré vers l'étranger depuis 2009 (une triste tradition qui perdure, siècle après siècle, crise après crise) — à l'échelle d'un pays de 4,6 millions d'habitants, cela représente un pourcentage de près de 5%, ce qui est considérable.

Pour mémoire, la population irlandaise avait crû de 10% entre 2006 et 2010 (année de naissance des derniers enfants conçus avant que le pays frôle la faillite en 2009). Depuis quatre ans, elle stagne quasiment, progressant de 4,55 à 4,59 millions d'habitants, soit environ +1%.

Imaginez qu'en France, 5% de la population active soit partie tenter sa chance sous d'autres cieux. Cela représenterait un exode de 3,3 millions d'individus en âge de travailler : avouez que notre taux de chômage aurait rapidement plus fière allure... et que sa courbe aurait été radicalement inversée.

Ce phénomène de fuite massive ne s'est pas produit en France pour cause en partie de barrière de la langue mais aussi et surtout parce qu'en Irlande, la protection sociale des chômeurs et des personnes sans emploi est quasi inexistante. L'indemnité en cas de perte d'emplois ne va pas au-delà de 12 mois, et elle est forfaitaire.

Un ex-salarié payé 36 000 euros par an touchera au maximum 190 euros par semaine environ — le quart de ce qu'il gagnait auparavant... et seulement à condition de justifier de 104 semaines de cotisations au minimum, et 260 semaines pour toucher le plafond de 760 euros par mois durant 12 mois (et oubliez tout système de remboursement des soins comparable à celui de la France).

J'avoue avoir beaucoup de mal à comprendre comme le Premier ministre d'un gouvernement socialiste peut citer en exemple un pays comme l'Irlande,

qui pratique un dumping fiscal qui coûte des milliards d'impôts non perçus à la France... et dont le modèle social est aux antipodes du nôtre.

Cela doit provenir du fait que je n'exerce pas d'assez hautes responsabilités.

Tout comme le fait que l'envolée de 25 à 30 points des rendements obligataires en Europe — voire leur doublement en 10 jours comme sur les OAT — m'inquiète.

Cela doit provenir du fait que je ne gère pas assez d'argent... et que si des milliards m'étaient confiés, je ne les jouerai pas sur les marchés avec des effets de leviers titanesques au prétexte que je crois benoîtement que la BCE nous garantit que rien de fâcheux ne saurait survenir d'ici septembre 2016.

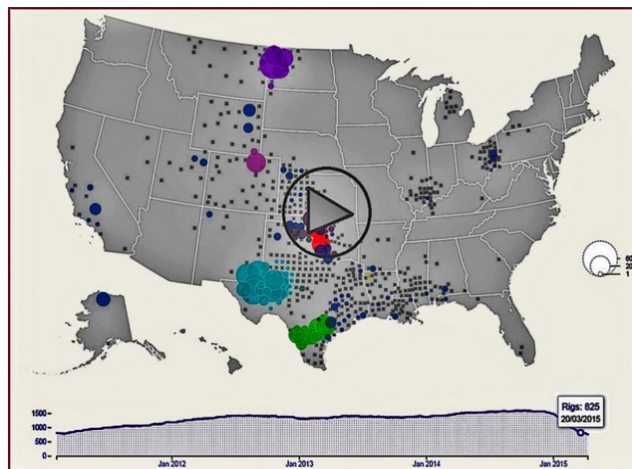
Pas même un Grexit ?

[USA : Animation sur l'expansion et chute des sites de forage sur 4 ans](#)

Qui perd gagne Posted on [5 mai 2015](#)

L'[animation](#) ci-dessous montre le déploiement de sites de forage depuis 2011, qui après avoir culminé s'est brusquement effondré.

× = sites qui ne sont plus actifs



<http://www.bloomberg.com/graphics/2015-oil-rigs/>

Ces quatre années de données représentent l'expansion rapide de la production pétrolière américaine.

La nouvelle technologie a conduit au déploiement de forages horizontaux à

travers la roche de schiste.

Comme le prix du pétrole a plongé dans la seconde moitié de l'année dernière, **les producteurs ont commencé à arrêter les plates-formes à un rythme sans précédent.**

Il reste les sites de forage de forage où l'extraction est rentable, même à 40 dollars le baril.

Mais il n'y a pas de ralentissement de la production de pétrole pour autant.

Les producteurs de schiste étaient couverts jusque en avril par les assurances contre la baisse, ils ont cessé de s'assurer à partir de septembre 2014 du fait des primes trop élevées (durée 6 mois), donc les derniers assurés en septembre le sont jusqu'en avril.

Les annonces de faillites vont commencer les gros vont manger les petits et le baril va flamber !

**« Pour Warren Buffett, c'est trop cher, ou pas cher...
tout dépend des taux !! »**

Charles Sannat 5 mai 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Avant de revenir sur les propos du « sage d'Omaha », comme est surnommé Warren Buffett, l'un des deux hommes les plus riches de la planète, je vous reparle encore une fois des taux d'intérêt des obligations d'État à 10 ans.

Au moment où j'écris ces lignes, le bund allemand à 10 ans est toujours orienté à la hausse. Dans la journée, il a pris jusqu'à 10 %. Pour le moment, nous sommes aux alentours des 6 % de hausse, ce qui signifie très concrètement que le mouvement de hausse des taux se poursuit. Encore une fois, nous devons surveiller ce paramètre tous les jours afin de cerner si nous faisons face ou pas à un krach obligataire.



Trop cher ou pas assez cher...

C'est le résumé du point de vue de Warren Buffett dont les compétences boursières ne sont plus à vanter tant cet homme a su s'illustrer non seulement par ses résultats brillants mais surtout par la constance de ses performances à travers les 50 dernières années, ce qui n'est pas rien vous en conviendrez.

Alors que nous a donc dit très précisément Warren lors de son grand meeting annuel ?

« Le milliardaire Warren Buffett a déclaré à la chaîne CNBC que le marché boursier pourrait être considéré comme « pas cher » pour le moment si les taux d'intérêt continuent de rester faible. Si les taux se normalisent, les actions seraient situées sur le haut des bases d'évaluation. »

Pour être limpide, on peut dire que pour Buffett, si les taux restent bas alors les actions continueront à monter, et si les taux montent alors les actions baisseront !!

J'adhère parfaitement à cette analyse car il ne s'agit pas ici de pertinence économique mais de bon gros vieux pognon, des sous, du fric, de l'oseille... du ren-de-ment !!

Les « zinvestisseurs » veulent du rendement à tout prix !

N'oublions pas que dans un univers de taux négatifs, une action qui vaut 100 et verse du 4 % de dividende (donc 4 unités de monnaie) est un excellent placement.

N'oublions pas, et je me répète mais c'est très important, que si cette même action double, prend 100 %, vaut 200 et verse toujours 4 unités de monnaie (euro, dollar ou autre, le raisonnement est toujours valable), alors cela veut dire que le rendement est de 2 %.

Si l'action double encore et vaut 400, alors avec 4 unités monétaires de dividendes versés... le rendement est de 1 % et c'est toujours mieux qu'un placement négatif.

Poussez ce raisonnement jusqu'à l'absurde et vous vous rendrez compte que jamais un dividende, aussi faible soit-il, vous fera faire un placement à taux négatif. Le rendement tendra vers 0 mais sera toujours mathématiquement supérieur à 0... Avec une action qui verse un dividende, vous aurez toujours un placement à taux « positif » (sous réserve que le cours de l'action monte toujours).

Vous avez là sous vos yeux l'explication, la seule, l'unique de la bulle boursière actuelle. Il n'y a là-dedans aucun calcul économique, aucune reprise mondiale, il y a juste une recherche désespérée du rendement à tout prix... En général, cela se finit mal !!

Pour Buffett, si les taux restent à 0 ou demeurent négatifs, alors les actions ne sont évidemment pas chères et il a parfaitement raison.

Si les taux remontent (comme cela semble être le cas actuellement et depuis 3 jours), alors les actions devraient connaître un krach monumental.

Attention krach obligataire = krach boursier = krach financier et bancaire = crise économique

Par définition, sachez que le krach obligataire précède le krach boursier et la raison est simple... C'est le montant des taux d'intérêt. En effet, quel est l'intérêt d'acheter une action qui est par nature plus volatile qu'une obligation lorsque les taux sont élevés ? Aucun. C'est pour cette raison d'ailleurs que lorsque les taux sont hauts, l'immobilier est bas (parce qu'il faut emprunter très cher pour acheter un appartement) et les actions aussi.

Comme me le faisait remarquer l'un de nos camarades contrariens, « d'accord le prix de obligation peut baisser MAIS si je vais jusqu'au bout, on me rembourse le nominal »... C'est vrai, il a raison et c'est ce qui fait l'intérêt des obligations justement et le fait que théoriquement elles soient moins risquées que les actions par exemple.

MAIS il fait abstraction de deux éléments. Encore faut-il que l'emprunteur rembourse bien à l'échéance (et j'ai comme qui dirait des gros doutes pour une obligation française à 30 ans) et encore faut-il ne pas avoir besoin de récupérer d'argent... jusqu'à l'échéance car si vous avez besoin de sous avant 30 ans, il vous faudra constater votre perte en revendant sur le marché de l'occasion votre obligation pourrie.

Enfin, dernier élément de réflexion, lorsque vous êtes dans un placement collectif comme un contrat d'assurance vie, le problème n'est pas que votre liquidité et votre besoin à vous mais les besoins de tous les autres clients, et si tout le monde veut sortir en même temps et que plus personne ne veut rentrer (et donc assurer la contrepartie), alors la valeur de vos placements s'effondrera.

Il n'y a aucune recette miracle pour vous protéger

Diversifiez, encore et toujours, des métaux précieux évidemment et vous connaissez mon point de vue sur l'or et l'argent qui sont, à mon sens, LA monnaie. Mais il n'y a pas que cela. Le PEBC (Plan épargne boîte de conserve) mais aussi les voitures de collection, les bouteilles de vin, les terres agricoles, les forêts, votre maison (résidence principale), vous pouvez également dépenser votre argent si vous n'avez pas grand-chose. Partez faire ce superbe voyage dont vous rêviez... Tout ce qui est pris n'est plus à prendre et au moins, vous n'aurez pas de regrets !!

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[La Chine dévoile des mesures pour l'emploi](#)

C'est étrange ce besoin de mettre en place des mesures pour l'emploi dans des pays dits en forte croissance économique... À moins que la croissance soit moins forte que ce que l'on nous explique...

Charles SANNAT

BEIJING, 1er mai (Xinhua) – Le Conseil des Affaires d’État, gouvernement central chinois, a adopté quatre mesures dans une circulaire publiée vendredi, exigeant des gouvernements aux différents échelons qu’ils facilitent la création d’entreprises et l’innovation afin de créer des emplois.

La circulaire, baptisée Directives pour le travail sur l’emploi et l’entrepreneuriat face à la nouvelle situation, reconnaît qu’il existe une pression sur la création d’emplois et estime nécessaire d’appliquer davantage de politiques proactives pour l’emploi.

Le gouvernement doit ajuster les politiques et continuer à encourager l’entrepreneuriat de masse et les start-ups pour faire émerger un nouveau moteur économique, explique la circulaire.

La Chine est confrontée à la tâche ardue et complexe d’assurer l’emploi en 2015 dans un contexte de ralentissement économique.

Le gouvernement chinois s’est engagé à créer plus de 10 millions d’emplois dans les zones urbaines pour s’assurer que le taux de chômage ne dépasse pas la barre des 4,5 % en 2015, selon un rapport sur le travail du gouvernement présenté en mars.

Suisse : enquête sur des milliers de comptes bancaires inactifs depuis 50 ans

Ha, que c’est facile de se moquer des banques suisses, facile et on ne risque pas grand-chose.

Au dernier pointage, il semblerait (conditionnel de rigueur afin d’éviter un procès) que, selon l’INSEE, la France compte 20 700 centenaires...

Bon, il semblerait que les banquiers français, eux, comptent plus de 600 000 comptes de centenaires... évidemment en conservant les sous... enfin pas tout à fait, disons qu’ils n’ont pas à les verser aux ayants droit, ce qui peut parfois faire beaucoup d’argent !!

Charles SANNAT

La Suisse impose des taux d’intérêt négatifs

Charles Sannat 5 mai 2015

C’est un excellent article du *Point* que je souhaitais partager avec vous

aujourd'hui afin d'alimenter notre réflexion collective autour des taux d'intérêt négatifs comme seule façon de lutter contre l'appréciation d'une monnaie mais également comme unique moyen finalement de forcer la consommation puisque par définition, cela veut dire que votre monnaie n'est plus capable de « conserver de la valeur », ce qui est l'un des rôles fondamentaux de toute monnaie.

« Pour empêcher le franc suisse de continuer à grimper, les placements ne rapportent plus, ils coûtent 0,75 % ! Du coup, les épargnants ouvrent des coffres ! Les placements en Suisse coûtent désormais de l'argent au lieu d'en rapporter ! »

Énoncé par *Le Point* de cette façon-là, cette nouvelle réalité économique devrait vous faire frémir car nous touchons, disons-le, le fond... (Rassurez-vous, avec des types comme Hollande au pouvoir, on n'est pas au bout de nos peines puisqu'il devrait désormais se mettre à creuser.)

« C'était le titre, il y a quelques semaines, du *Matin Dimanche de Lausanne* : « Mais qui donc est prêt à payer pour prêter de l'argent ? ». Dorénavant, si vous cachez vos économies en Suisse, non seulement elles ne seront pas rémunérées, mais elles vous coûteront de l'argent. La Banque nationale suisse (BNS) n'est pas subitement devenue folle, elle tente désespérément d'éviter que le franc suisse ne continue à devenir une valeur refuge. »

Il faut dire que tout le monde veut du franc suisse, même du franc suisse qui ne rapporte rien, ce qui en dit long sur la confiance qui règne dans le monde de la finance.

« D'où l'idée d'imposer un taux d'intérêt négatif de 0,75 % pour dissuader les étrangers de continuer à placer leurs économies au bord des lacs. Dorénavant, si vous planquez votre argent en Suisse, au lieu de vous le rémunérer, on vous en prélève ! Dans un premier temps, les banques n'ont pas répercuté les taux négatifs imposés par la Banque nationale suisse, de peur de perdre des clients, mais elles s'y mettent les unes après les autres. »

Ruée sur le cash

« Après les deux principaux établissements, UBS et Credit suisse, Lombard Odier, Safra Sarasin, la Banque cantonale de Zurich ont suivi. À son tour, la banque privée Pictet taxe les avoirs en compte courant en francs suisses à

partir d'un million. Quant à la Banque cantonale vaudoise (BCV), elle annonce que cette mesure ne touchera que les « grands comptes », comme ceux des caisses de pension, mais pas ceux des particuliers et des PME. Mais jusqu'à quand ?

Le problème, c'est que les gros clients ont vite trouvé la parade, provoquant une ruée sur le cash. Si l'argent sur les comptes en banque est taxé négativement, mieux vaut le retirer et dissimuler le liquide dans un coffre. La presse suisse communique d'ailleurs le prix de location annuel d'un coffre, dont la taille ne se calcule pas en centimètres carrés mais en litres. « Un million de francs en billets de 1 000 francs n'occupent que 0,133 litre, la pile ne dépassant pas dix centimètres. Un petit coffre suffit largement », peut-on lire. »

Vous devriez donc bien comprendre à quel point le cash et l'or permettent justement d'échapper aux taux négatifs pour le plus grand « emmerdement » de nos gentilles « zautorités » qui, en présence de ces contre-pouvoirs, ne peuvent pas aller au bout de leur logique économiquement mortifère.

Dans la vie, les contre-pouvoirs c'est essentiel pour éviter les abus de pouvoir.

Il ne s'agit pas de dire que nous n'avons rien à cacher. Si l'État peut supprimer le recours au cash, alors lorsque l'État voudra vous voler – et il vous volera –, alors vous n'aurez aucun moyen de lui échapper.

C'est cela que les gens, dans leur immense majorité, ne voient pas. Pourtant, alors qu'ils se pensent tous innocents, ils découvriront bientôt qu'ils sont coupables, coupables d'avoir 4 sous devant eux, 4 sous dont notre État a terriblement besoin et dont il se servira sans vergogne.

Charles SANNAT

[Source *Le Point* ici](#)

3 – La mondialisation

Série François Roddier #3 22 décembre 2005

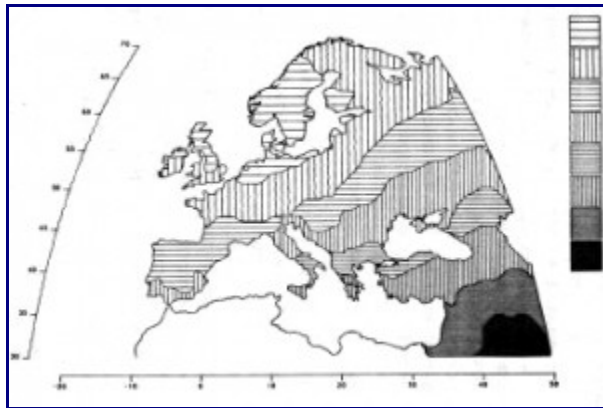
On parle beaucoup de nos jours du problème de la mondialisation comme d'un phénomène nouveau dont l'origine remonterait aux colonisations (1). Pour moi, la mondialisation a commencé il y a environ 60.000 ans lorsque les premiers représentants de l'espèce homo sapiens ont quitté l'Afrique.

Cette époque, appelée paléolithique supérieur, se caractérise par un *progrès technique* important dans l'art de la pierre taillée. La chasse devenant plus efficace, la population humaine s'étend rapidement provoquant un épuisement des ressources naturelles. C'est sans doute la première crise de l'humanité. Fallait-il renoncer au progrès? Il était parfaitement possible à l'humanité d'alors, de limiter sa population à quelques dizaines de milliers d'individus, de façon à équilibrer ses besoins alimentaires avec le renouvellement naturel du gibier. L'homme ne le fait pas. Vraisemblablement pour les raisons décrites dans [l'article précédent](#), il continue à se multiplier. Il ne reste plus qu'une issue: quitter l'Afrique et affronter l'inconnu. Est-ce là la fuite du paradis terrestre?

En un peu moins de 50.000 ans l'homme se répand sur les 5 continents. On peut suivre cette [épopée](#) sur le site web de la revue américaine National Geographic (2). Pourquoi cette longue marche au cours de laquelle l'homme affronte des climats auxquels il n'est pas adapté? A cette époque, il se nourrit principalement de grands mammifères. N'ayant pas eu jusque là de prédateurs, ces animaux sont une proie facile pour un groupe d'hommes équipés de lances aux pointes de silex acérées. Hélas, ils se reproduisent lentement. C'est donc une ressource vite épuisée. Il faut aller toujours plus loin. Que ce soit en Australie il y a 46.000 ans ou en Amérique il y a 13.000 ans, l'extinction des grands mammifères coïncide chaque fois avec l'arrivée de l'homme. Bien que cette hypothèse soit encore débattue, il paraît de plus en plus probable que cette [extinction est due à l'homme](#) (3). Ainsi la tragédie de l'épuisement des ressources naturelles ne cesse de se répéter.

Il y a 10.000 ans, la population du globe atteint environ 10 millions d'individus. L'homme vit encore de chasse et de cueillette mais, la population continuant à croître, les ressources naturelles s'épuisent de plus en plus. C'est alors que l'humanité est secouée par une nouvelle crise toujours liée au *progrès technique*: la naissance de l'agriculture ou révolution néolithique. Cela ne se produit pas d'un coup mais de façon indépendante dans différentes régions du globe. D'abord au Moyen-Orient avec le blé, puis en Chine avec le riz, enfin en Amérique centrale avec le maïs, dans les Andes avec la pomme de terre et en Afrique avec la patate douce (4). L'agriculture amène l'élevage et la domestication des animaux. La *mondialisation* de l'agriculture permet à l'homme d'augmenter la densité de sa population par un facteur 50.

Cela n'est pas sans traumatismes. La terre devenant propriété privée, les inégalités sociales se développent (4). La transmission du savoir-faire est bouleversée. L'augmentation de la densité de la population et la promiscuité avec les animaux favorisent la naissance et la propagation d'épidémies. L'homme doit s'adapter à un nouveau régime alimentaire. On en retrouve la trace dans nos gènes (5).



La carte de l'expansion de l'agriculture telle qu'on la retrouve dans nos gènes (d'après Luca Cavalli-Sforza)

L'agriculture conduit aussi à une rapide dégradation de l'environnement liée au déboisement. On en a vu les conséquences en Polynésie ([Mangareva et île de Pâques](#)). Au Moyen-Orient, berceau de l'agriculture, le roi Gilgamesh (2.700 ans avant Jésus Christ) “défie le dieu des forêts”. En 1.500 ans la surface boisée du Liban passe de 90% à 7% provoquant une diminution de 80% des précipitations. L'irrigation sale les terres épuisées mettant fin à la civilisation sumérienne. Celle-ci laisse derrière elle le [désert qu'on connaît aujourd'hui](#) (6).

Fallait-il à nouveau renoncer au progrès? revenir au bon vieux temps de la chasse et de la cueillette? Adoptée par un peuple, l'agriculture ne pouvait que s'étendre aux peuples voisins. Comment en effet limiter l'expansion de la population dans une région lorsque celle des régions voisines augmente et devient menaçante? problème semblable au “dilemme du prisonnier” décrit dans notre article précédent. La *mondialisation* de l'agriculture est donc inéluctable. Elle semble avoir marqué notre mémoire collective comme la vraie fin du paradis terrestre.

Grâce à l'agriculture, la population du globe passe de 10 millions d'individus au début du néolithique à 1 milliard d'individus au 18ème siècle (7), époque à laquelle le problème de la surpopulation du globe se pose de nouveau. En 1798 Thomas Robert Malthus publie son essai sur "le Principe de population". Contrairement aux prévisions de Malthus, la population du globe continue à augmenter grâce à de nouveaux *progrès techniques* et à une nouvelle crise: la révolution industrielle. Nous en observons aujourd'hui la *mondialisation* et ses conséquences: montée des inégalités sociales, crise de l'éducation, apparitions de nouvelles épidémies (SIDA), problèmes liés à l'alimentation (obésité), dégradation rapide de l'environnement. Tout cela n'est pas sans rappeler la révolution néolithique. Peut-on en tirer un enseignement?

- (1) Voir par exemple: Daniel Cohen. La mondialisation est ses ennemis (Grasset et Fasquelle, 2004)
- (2) <https://genographic.nationalgeographic.com/>
- (3) http://ecologie.nature.free.fr/pages/dossiers/dossier_extinction_des_especes.htm
- (4) Voir: Jared Diamond. De l'inégalité parmi les sociétés (Gallimard, 2000).
- (5) Luca Cavalli-Sforza. Gènes, Peuples et Langues (O. Jacob, 1996)
- (6) http://generationsfutures.chez-alice.fr/obj_fossile/histoireenergie.htm
- (7) <http://www.un.org/esa/population/publications/sixbillion/sixbilpart1.pdf>

Dans la plus grande économie du monde, plus de 6.000 commerces de détail ont fermé

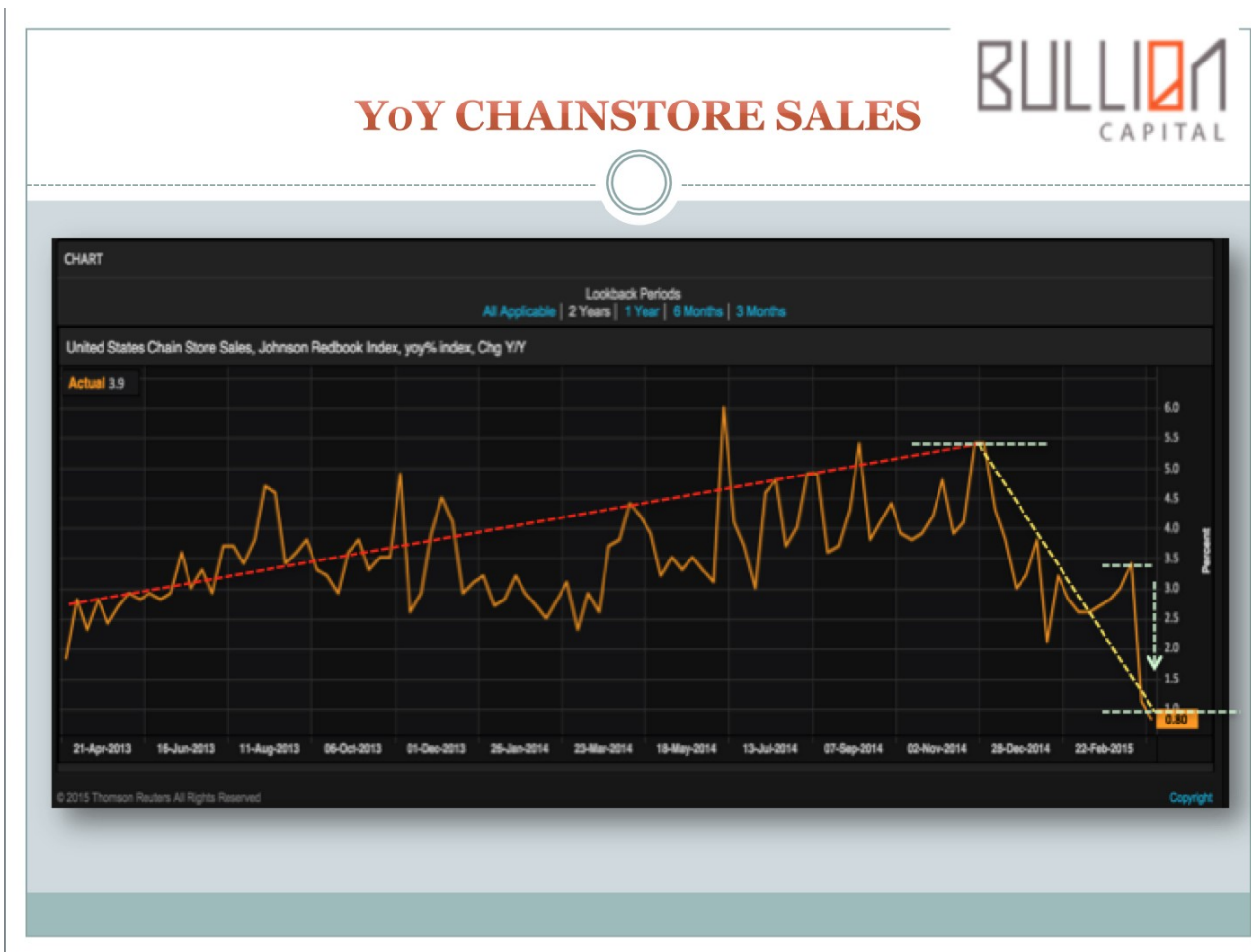
par Audrey Duperron · 04 mai 2015 Express.be



Oklahoma Shopping

Les grandes chaînes de magasins américaines ont annoncé plus de 6.000 fermetures de magasins, révèle [un calcul réalisé par About.com](#). Des chaînes encore populaires en Europe telles qu'Abercrombie & Fitch (180 fermetures), Aeropostale (75) The Body Shop (265) et Guess (50) figurent également sur la liste. Les fermetures sont le résultat de la baisse des ventes.

Bullion Capital a dressé un graphique des ventes au détail au cours des 24 derniers mois. Il montre que la tendance à la baisse avait déjà commencé en novembre de l'année dernière, et qu'après un bref rebond en février, la tendance à la baisse s'est brutalement accentuée en mars.



Bien que chacune de ces chaînes ait différentes raisons pour expliquer les fermetures de ses magasins, les analystes observent néanmoins une certaine tendance:

- Les États-Unis demeurent les champions du monde sur le nombre de points de vente au détail par habitant, mais l'Internet s'accapare une part croissante du gâteau des ventes de détail, et cette tendance n'est pas prête de s'inverser.

Cependant, ce ne sont pas forcément de mauvaises nouvelles pour toutes les enseignes, car une partie de leur chiffre d'affaires est maintenant réalisé par leurs magasins en ligne.

- Alors que les médias traditionnels continuent de souligner la reprise de l'économie américaine, [les Américains moyens disposent de moins en moins d'argent](#). Ceci est principalement dû au fait que les foyers américains traditionnellement prodigues gagnent moins qu'avant la crise et qu'ils ont également moins accès au crédit. Une famille américaine sur quatre consacre désormais au moins la moitié de son revenu au loyer, ce qui réduit le budget pour les autres dépenses. D'après une étude réalisée par l'entreprise sans but lucratif [Enterprise Community Partners, pour 1,8 million de foyers américains, le loyer représenterait au moins 70% leurs dépenses](#). Selon le gouvernement américain, le loyer ne devrait pas représenter plus de 30% des revenus du ménage pour que la situation soit tenable.

- La création d'emplois spectaculaire de ces derniers mois a principalement porté sur des emplois à bas salaires des secteurs de l'hôtellerie et de la vente de détail. Le nombre de personnes qui travaillent à temps partiel, mais qui continuent de chercher un emploi à temps plein ne baisse que lentement. En d'autres termes, de nombreux Américains travaillent mais ne gagnent pas assez pour garder la tête hors de l'eau.

[Le problème TESLA...](#)

Patrick Reymond 5 mai 2015

[Visiblement](#), TESLA met les pieds dans le plat. On peut le dire, [TESLA](#) est en train de rendre obsolète, la totalité de l'économie mondiale, basée sur un réseau électrique tentaculaire, et de plus en plus développé.

C'est cela une rupture technologique majeure. Le coût -actuel- n'est dans l'absolu, même pas très élevé (3500 \$ soit 3100 euros), et est donc appelé à baisser encore plus. Bien entendu, il y a les panneaux solaires, mais à l'avenir, eux aussi devraient voir baisser leur prix, comme ceux des onduleurs.

Donc, la totalité des entreprises cotées en bourse, ont du plomb dans l'aile, et ne pourront plus, cette fois, comme en 1974, contrarier l'évolution, parce que les prix seront déjà, trop élevés.

Solaire au sud. Solaire-éolien plus au nord, il n'y a aucun problème. Les

grands systèmes, si cette technologie perce, seront vite démodés. On pourra récupérer du métal. Quitte à assurer le surplus localement par quelques éoliennes, et le bridage de la consommation. Et on évitera le coût colossal des infrastructures.

On peut même y voir une rupture politique. La centralisation n'est plus nécessaire. Elle n'est vitale qu'au niveau départemental, sauf, sans doute, au niveau des grandes métropoles. Quand à ce que celles-ci deviennent elles mêmes autonomes, je n'y crois guère. Il faut trop de temps pour qu'elles se renouvellent. Des immeubles, modernes y côtoierons des immeubles anciens, ou du moins, pas amendables économiquement parlant.

Surtout, que, visiblement, TESLA va appliquer des solutions "américaines", la production en grand, et à très grande échelle. On risque de changer, encore plus vite que prévu.

Grèce : LE FMI PLACE LES EUROPÉENS DEVANT LEUR IRRESPONSABILITÉ

5 mai 2015 par François Leclerc

Yanis Varoufakis n'était pas pour grand chose dans le grand énervement constaté suite à la dernière réunion de l'Eurogroupe de Riga. Selon le chef du bureau du Financial Times à Bruxelles Peter Spiegel, qui le tient de deux hauts fonctionnaires non identifiés, le FMI aurait lors de cette réunion mis un coup de pied dans la fourmilière. Poul Thomsen, son directeur pour l'Europe, aurait menacé d'un retrait des négociations du FMI si une nouvelle restructuration de la dette grecque n'intervenait pas, constatant déjà que le pays se dirigerait cette année vers la réalisation d'un déficit budgétaire de -1,5%, et non pas un surplus de 3% comme prévu. Ce qui n'est pas sans rappeler l'épisode précédent de 2012, à l'occasion duquel le FMI avait finalement obtenu une telle restructuration. Mais la donne est cette fois-ci différente, la majeure partie de la dette grecque étant détenue par des institutions publiques, ce qui la rend impossible aux yeux d'autorités européennes qui en portent la responsabilité.

Depuis cet épisode qui ne pouvait rester longtemps dissimulé, Alexis Tsipras a multiplié les contacts téléphoniques en Europe, cherchant dans un premier temps à obtenir le paiement partiel de la dernière tranche du *plan de*

sauvetage, en contre-partie des avancées déjà réalisées dans les négociations. Devant le refus qui lui a été publiquement signifié par Jeroen Dijsselbloem, tout repose désormais sur un éventuel relèvement par le BCE du plafond d'émission des bons du Trésor de la Grèce, ce sera l'enjeu de la réunion de l'Eurogroupe du 11 mai prochain. A cet effet, une offensive tous azimuts va se dérouler ces prochains jours, avec des rencontres à Paris, Bruxelles et Francfort. Yannis Dragasakis, le vice-premier ministre, et Euclid Tsakalotos, qui dirige le « Groupe de Bruxelles », vont rencontrer Mario Draghi, et Yanis Varoufakis va en faire autant avec Michel Sapin et Pierre Moscovici. Voilà qui ressemble fort à une offensive de la dernière chance.

Si Vitor Constâncio de la BCE s'est lundi déclaré « absolument convaincu que le pire scénario pourrait être évité », ce qui ne convainc au mieux que lui-même, Jean-Claude Juncker s'est ouvertement inquiété des conséquences d'une sortie de la Grèce de la zone euro en évoquant l'enjeu qu'il décèle. Dans la foulée, le « monde anglo-saxon » ferait selon lui tout son possible pour casser celle-ci. Il en a tiré comme conclusion, elliptique à souhait, que si la Grèce devait faire des pas en avant décisifs, « nous devons être prêts à y répondre d'une manière adéquate de telle sorte qu'il ne pourront pas la repousser ». Munis de ce précieux viatique, comment les dirigeants européens pétris de leur arrogance pourraient-ils stopper l'irrésistible glissade sur la pente fatale sur laquelle ils se sont engagés ?

Scinder les négociations s'est révélé un choix désastreux, donnant rétrospectivement raison au gouvernement grec qui voulait les joindre. Mais cela permettait une fois de plus de se voiler la face. Sauf à se passer de sa participation, il va cependant falloir désormais répondre au FMI. Ce dernier, d'ailleurs, continue d'exiger que le gouvernement grec franchisse ses lignes rouges, n'offrant aucune perspective de compromis. Les dirigeants européens ont tous ensemble fait un grand pas vers le fond de l'impasse. Ils ne savent pas comment se débarrasser d'une dette qu'ils ont largement contribué à créer, et dont désormais ils détiennent l'essentiel. Ne parvenant même pas à créer les conditions qui permettraient de la rouler, à défaut de la rembourser, ils font en Grèce la pire des démonstrations. C'est dire de quoi ils sont capables.

Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France, a jeté la première pelletée de terre en déclarant ce matin « on voit bien que cela ne peut

continuer indéfiniment », faisant référence aux liquidités d'urgence dont les banques grecques bénéficient. La Commission une seconde, en constatant la dégradation de l'économie grecque, car « l'élan positif a été brisé par les incertitudes depuis l'annonce d'élections anticipées en décembre », et par « l'absence actuelle de clarté » du gouvernement vis-à-vis de ses créanciers. Première tentative explicite d'écarter toute responsabilité, qui va être suivie par d'autres, au cas où les jeux seraient faits. La marche que le FMI propose de gravir est trop haute, il vaut mieux passer la Grèce aux pertes et profits sur le thème « on a tout essayé, et ils ont eu ce qu'ils méritaient ».

Le discours de la Méthode

Par Charles Gave Institut des Libertés 4/5/2015 et Le Blog à Lupus

Sur ce site, je fais part à qui veut bien nous rendre visite de mes analyses et réflexions et bien des lecteurs sont assez aimables pour commenter et discuter mes petits papiers « en temps réel », ce que j'apprécie énormément.

Certains, à juste titre me font savoir que je me suis trompé ici ou là, et ils ont bien raison, ce qui m'amène à écrire ce petit discours de la méthode.

La première chose dont je suis convaincu est que se tromper n'est pas grave. Il faut simplement, quand cela se produit, analyser la situation nouvelle, comprendre pourquoi et comment l'erreur a eu lieu et ajuster le tir à nouveau.

Prenons un premier exemple.

Devant la perte de popularité flagrante d'Obama, je m'attendais à ce qu'il soit battu par Romney lors de la dernière élection Présidentielle aux USA. Obama perdit plus de 7 millions de voix par rapport à sa première élection, ce qui était gigantesque, mais Romney en perdit près de 4 millions par rapport à Mc Caïn, ce qui fut une énorme surprise, en tout cas pour moi.

Je n'avais pas compris à quel point Romney était détesté par les gens du « *tea party* ». La conclusion à tirer de cette erreur est que les candidats Républicains centristes n'ont aucune chance d'être élus, une partie importante des électeurs Républicains ne se déplaçant pas pour voter pour quelqu'un qui ressemble par trop au candidat Démocrate.

Leçon retenue.

Prenons un deuxième exemple, l'Euro.

Lorsque ce monstre financier a vu le jour, j'ai écrit force livres et articles pour expliquer qu'il allait détruire l'Europe de la diversité que j'aimais.

Et puis, j'ai regardé la bête évoluer.

De 2000 à 2007, rien à signaler, rien à faire.

A partir de 2007/2008, la crise financière s'installe et il devient très rentable d'acheter des obligations allemandes et de vendre des obligations Grecques ou Espagnoles en vendant également les titres des banques partout en Europe, ce que je fis avec abandon.

Arrive 2012 et l'explosion à la hausse des taux dans toute l'Europe du Sud, tandis que le futur de l'Euro apparaît bien compromis.

Curieusement, c'est à ce moment là que je recommande d'acheter des obligations Italiennes ou Portugaises et de vendre des obligations Allemandes tant la différence des taux entre ces pays du Sud est devenue importante et couvre le risque de change, même si ces monnaies venaient à sortir de l'Euro.

Arrive monsieur Draghi, qui dit qu'il fera tout ce qui est nécessaire et donc il me paraît raisonnable de garder les positions sur le Sud de l'Europe et de couvrir les positions à découvert sur les obligations allemandes.

Mais là, il se passe quelque chose que je n'avais absolument pas anticipé.

J'avais toujours fait mes raisonnements en pensant que les traités seraient respectés et que la Bundesbank y veillerait. En fait, ces traités n'étaient que des chiffons de papier et j'avais surestimé le pouvoir de la banque centrale allemande.

Et cela devint tout à fait évident en fin 2014, où monsieur Draghi nous annonce qu'il va procéder à un « Quantitatif Easing » massif dont la première conséquence sera une baisse de l'Euro.

Je recommande donc d'acheter des obligations en dollar.

Ce que j'essaie de montrer, c'est bien sûr que l'Euro a duré beaucoup plus longtemps que je ne le pensais (ce qui était une erreur de ma part) tant la pression technocratique pour son maintien a été immense, mais qu'il était possible de s'ajuster de façon rationnelle à tout ce qui se passait au fur et à mesure que les autorités changeaient les règles du jeu.

Et aujourd'hui, je suis bien embêté.

Nous sommes arrivés à un tel état de démence dans les politiques monétaires en Europe que je ne sais plus comment me protéger, tout en restant en Europe.

Par exemple, des taux d'intérêts négatifs veulent dire, en termes philosophiques, que le futur est plus certain que le présent, puisque les taux d'intérêts servent à nous protéger contre les incertitudes du futur, ce qui est d'une idiotie crasse.

Le futur ne PEUT PAS être plus certain que le présent, sauf dans le monde des banquiers centraux bien sur.

Bref, je n'ai pas le moindre doute que l'Euro est un désastre, mais je n'ai plus la moindre idée non plus des outils de marché que je pourrais utiliser pour me protéger. La seule solution est de sortir d'Europe et d'investir dans des pays vaguement « normaux » en Asie par exemple, mais c'est à peu près la seule solution rationnelle que je trouve.

Je me retrouve de fait obligé de gérer de l'argent de façon rationnelle dans un monde irrationnel ce qui est une impossibilité LOGIQUE.

Ce monde a été créé de toutes pièces par le pouvoir monétaire en place, et donc je n'ai plus d'outils pour me protéger contre la folie de nos dirigeants, ce que j'avais réussi à faire jusque là.

Et c'est la première fois de ma carrière que cela m'arrive, ce qui me laisse tout désarmé. Je crains que la volatilité de marchés n'explode à la hausse dans les mois qui viennent, mais je n'ai pas suffisamment confiance dans ce diagnostic pour le jouer.

Je dis donc tranquillement à qui me le demande quand on me pose des questions « *je ne sais pas* ».

Après tout reconnaître son incompetence est parfois une forme de sagesse...

Troisième exemple : J'écris depuis quelque temps que nous sommes en train de rentrer dans des temps « révolutionnaires » tant à cause des bouleversements technologiques que de la déliquescence d'un certain nombre de nos Institutions.

J'y ai même consacré un livre « C'est une Révolte, non Sire, c'est une Révolution » chez Bourin éditeur.

Les ruptures révolutionnaires, les craquements annonciateurs des tremblements de terre à venir se font entendre partout, Chine, Moyen Orient, Afrique du Nord, Afrique et pourtant notre vieille Europe reste comme figée dans un temps qui ne bougerait pas.

Et donc, sur le diagnostic des temps révolutionnaires, je crois encore et toujours que j'ai eu raison. Sur le moment où la déferlante va toucher l'Europe, je n'avais et je n'ai toujours aucune idée. Mais s'imaginer que le vieux continent ne va pas être touché par le Tsunami me fait penser à ces hommes politiques qui m'expliquaient gravement que le nuage de Tchernobyl n'avait pas passé nos frontières.

Pour me résumer, la méthode est simple

Analyser pour pouvoir agir, et bien faire la différence entre ce qui est structurel et ce qui est conjoncturel.

- Ajuster son analyse quand les faits changent. « *Quand les faits changent, je change* » disait Keynes.
- Attendre pour agir que les marchés commencent à bouger dans votre direction, ce qui peut prendre un temps fou, mais attendre n'a jamais ruiné personne.
- Tout sortir quand on ne comprend plus rien. Comme le dit Warren Buffet « *Quand je ne comprends pas, je ne joue pas* ». C'est là où je suis en train d'en arriver en Europe où les fous ont pris le contrôle de l'asile.
- Admettre ses erreurs le cas échéant et ça, c'est de loin le plus difficile.

<http://institutdeslibertes.org/le-discours-de-la-methode/>

Le poison des taux négatifs

Par Stéphane Montabert Publié le 5 mai 2015 Contrepoints

Dans un contexte de taux négatifs, l'épargne perd toute raison d'être, ce qui amène des conséquences terribles pour l'avenir économique d'un pays.

Par Stéphane Montabert

Les taux négatifs constituent la dernière recette en date concoctée par nos élites financières pour résoudre la crise. Depuis qu'une banque centrale a marqué le pas, ils se sont répandus comme une traînée de poudre. Sont-ils la

panacée, ou le dernier soubresaut d'un système à l'agonie ? Cette modeste explication vous aidera peut-être à vous faire une idée de la question.



Argent Euro Credit Alexander Stein (Creative Commons)

Déconstruction de la monnaie-dette

Pour faire simple, deux écoles de pensées s'affrontent concernant la monnaie : l'[école autrichienne](#) dans laquelle la monnaie est une convention sociale longuement construite et destinée à faciliter les échanges de biens et services, et les autres pour lesquelles la monnaie est un outil manipulable à loisir afin de servir des intérêts politiques.

Puisque sans intérêt pour lui, l'école autrichienne est méprisée de l'establishment ; les leviers de la finance mondiale, banques centrales et organisations financières internationales sont donc réservés aux Keynésiens et autres doctes manipulateurs de la monnaie. Ils ne sont jamais à court de théories pour expliquer pourquoi leurs manœuvres échouent.

Dans le monde réel, un prêt correspond à une privation que le prêteur concède en échange d'une indemnité ; sa valeur par rapport à celle du bien prêté détermine ce qu'on appelle le taux d'intérêt. Le taux dépend d'énormément de choses comme la relation entre le prêteur et l'emprunteur, le risque que la chose louée soit dégradée, détruite ou volée, ou encore le degré de privation ressenti par le prêteur. Les taux d'intérêt sont donc éminemment variables. Ils peuvent être élevés ou au contraire faibles lorsque « tous les voyants sont au vert » ; mais ils ne sauraient être négatifs puisque cela reviendrait à dire que le prêteur paye pour voir quelqu'un d'autre utiliser ses propres biens, ce qui est absurde (ou au moins masochiste).

Si pareille situation serait ubuesque avec n'importe quel bien matériel, elle

est désormais appliquée dans le monde de la monnaie-papier dans lequel nous évoluons pour l'instant. Au lieu de louer une voiture pour un an, louez un million de francs pour un an et voilà, les taux sont négatifs. Comment est-ce possible ?

La monnaie-papier est une monnaie-dette. Formellement, un billet de 10 euros est une reconnaissance de dette de 10 euros que la Banque Centrale Européenne signe en faveur du détenteur du billet. À une époque, ce genre de billet aurait pu être retourné à la banque centrale émettrice en échange d'une certaine quantité d'or ; on disait que la monnaie était adossée à l'or ou encore qu'il en était le sous-jacent. Cette épée de Damoclès pesant sur les banques centrales les empêchaient de faire n'importe quoi, comme créer des billets à tort et à travers. Aujourd'hui ce n'est plus le cas et si quelqu'un vient au guichet de la BCE pour demander ce qu'il peut obtenir en restituant des reconnaissances de dettes libellées en euros (autrement dit, nos billets de banque) on lui adressera un sourire gêné tout en lui indiquant la porte.

Nos monnaies-papier, dollar, yen, livre sterling, franc suisse ou euro ne sont adossées à rien. Ce sont des dettes émises en contrepartie de rien. On peut les échanger les unes contre les autres, mais rien n'empêche les banques émettrices d'en pondre quasiment à l'infini ; et depuis quelques années, c'est exactement ce qu'elles font.

La monnaie-papier n'a de valeur que par la force de la loi qui en impose l'usage. En outre, son caractère abstrait et manipulable permet toutes les entourloupes. Par exemple, que représente le sacrifice de la privation d'une somme d'argent purement imaginaire ? Question un peu absurde, n'est-ce pas ! Elle est pourtant totalement d'actualité, puisque c'est en répondant à cette interrogation que les banquiers centraux déterminent le taux directeur.

Le taux directeur est le taux d'intérêt de base, totalement arbitraire, que la banque centrale décide d'appliquer aux reconnaissances de dettes qu'elle émet. Puisque cette monnaie ne repose sur aucune contrepartie matérielle, rien n'interdit en pratique de lui assigner un taux d'intérêt négatif, même si cela heurtera les gens avec un peu de sens commun. Cette décision s'avèrera lourde de sens lorsque la monnaie-papier se confrontera au monde réel, comme nous allons voir.

Mais avant, demandons-nous pourquoi nous sommes passés à la mode du taux négatif.

L'inflation sans l'inflation



L'inflation est un mécanisme bien connu lié à une création monétaire excessive sans lien avec l'économie sous-jacente. L'inflation est l'effet d'une trop grande abondance d'argent. Elle a pour conséquence d'éroder le pouvoir d'achat de l'unité monétaire. Elle « rapetisse » l'argent. Les prix donnent l'impression d'augmenter alors qu'en fait ils ne bougent pas – c'est simplement la puissance de la monnaie dans laquelle ils sont exprimés qui diminue.

L'inflation est activement recherchée par les gouvernements puisqu'elle permet à la fois de diminuer le poids de la dette publique (exprimée dans une monnaie valant de moins en moins) et d'augmenter les impôts (les contribuables glissant dans des tranches de plus en plus « progressives » du barème d'imposition). Le mantra d'une « inflation à 2% » ne correspond à aucune démonstration économique mais seulement à un compromis permettant aux politiciens d'atteindre leurs objectifs sans provoquer trop de grogne de la part d'une population dont les salaires font du sur-place.

L'inflation a toutefois le fâcheux défaut d'être incontrôlable. De nombreux pays l'apprennent à leurs dépens comme l'Allemagne, le Zimbabwe ou l'Argentine. L'emballlement de l'hyper-inflation est effrayant, mais en Europe aujourd'hui il s'agit exactement du contraire. Malgré tous les efforts pour la déclencher depuis 2008, l'inflation ne vient pas. La faute à une économie moribonde et à des perspectives encore pires. Les gens se retiennent de dépenser et les entreprises d'investir. Le circuit économique, à l'arrêt, ne permet pas au surplus monétaire de circuler.

Comment obtenir les mêmes effets que l'inflation lorsqu'il n'y a pas d'inflation ? Par les taux d'intérêt négatifs, pardi !

Des taux d'intérêts négatifs représentent une taxe sur les comptes bancaires. Même faiblement négatifs, ils s'appliquent souvent sur de gros montants et

provoquent une addition douloureuse. La valeur détenue sur le compte s'étirole avec le temps, mais aussi la valeur des dettes contractées par l'État puisque les intérêts de la dette publique sont calqués sur le taux directeur du moment !

Un taux d'intérêt négatif permet donc théoriquement de :

- pousser les gens à consommer, dans le plus pur style de la relance keynésienne, puisqu'il vaut mieux brûler son argent en achetant n'importe quoi plutôt que de le laisser pourrir sur son compte ;
- diminuer la charge de la dette publique puisque l'entretien de cette dette est tout d'un coup beaucoup moins cher.

Les deux effets rappellent sensiblement les conséquences de l'inflation. De plus, à l'inverse de l'inflation, les taux d'intérêt (négatifs ou non) sont contrôlables : la Banque Centrale peut décider quasiment n'importe quand de réviser sa politique de taux. Rien à voir avec le mauvais génie de l'inflation si difficile à faire retourner dans sa boîte.

Malheureusement pour nos brillants expérimentateurs économiques, la pratique risque d'être un peu moins sympathique que la théorie.

Le cerveau des acteurs économiques

Les hommes ne sont pas des pions. Leurs aspirations et leur libre-arbitre contreviennent au planisme et à l'approche mécanique de l'économie pratiquée par les banquiers centraux. Les taux d'intérêt négatifs ne poussent pas la majorité des gens à consommer de manière effrénée, pas plus que la hausse illusoire des cours boursier ne mène à l'euphorie. Les politiques monétaires des banques centrales peuvent susciter des bouffées d'optimisme mais celles-ci n'affectent pas durablement la réalité.

Si elles ont un effet, c'est bien au contraire sur les politiciens – en particulier les politiciens au pouvoir. Bien qu'ils prétendent perpétuellement le contraire, les politiciens professionnels travaillent essentiellement à court terme. Leur horizon se limite le plus souvent à l'échéance électorale suivante. Pour ceux-là, l'embellie temporaire des comptes de l'État suite à l'application des taux négatifs (obtenue essentiellement parce que le boulet de la dette est tout d'un coup moins lourd) leur permet de plaider que le pays vit une embellie économique dans son ensemble.

Alors que l'introduction des taux négatifs serait au mieux un répit à court

terme qu'il faudrait mettre à profit pour engager des réformes courageuses, les politiciens font exactement le contraire : ils en tirent de merveilleuses excuses pour ralentir le rythme poussif des réformes et passent plutôt leur temps à s'attribuer les mérites de l'embellie temporaire des comptes de l'État. Pire, ils sont enclins à s'endetter encore plus puisque, clament-ils, les crédits n'ont jamais été aussi abordables !

Comme on le comprend aisément, pareille attitude a peu de chance d'arranger la trajectoire catastrophique qui a amené les banques centrales à adopter des taux négatifs comme mesures de dernier recours.

Les taux directeurs négatifs affectent de fil en aiguille toutes les perspectives de rendement liées au crédit – parmi elles, les fruits de l'épargne. Or, l'épargne est indispensable pour permettre la constitution de capital qui permet à son tour de financer une activité économique. Pour reprendre la limpide formule de Charles Gave, l'épargne représente le capital de demain et la croissance et l'emploi d'après-demain.

Dans un contexte de taux négatifs, l'épargne perd toute raison d'être, ce qui amène des conséquences terribles pour l'avenir économique d'un pays.

La bascule

La plupart des gens n'ont pas un compte courant suffisant pour réellement souffrir des taux négatifs, mais il suffit de peu de choses pour que la situation se détériore jusqu'à un point de non-retour.



Pour des raisons légales, de nombreuses organisations (comme les gestionnaires de fonds ou les caisses d'assurance-maladie) ont l'obligation de

disposer de grandes réserves fiduciaires directement disponibles. Elles sont donc frappées de plein fouet par les pénalités dues aux taux négatifs – et donc indirectement, leurs clients.

Un gestionnaire raisonnablement compétent ne peut pas accepter de perdre de l'argent sur de simples raisons techniques. La tentation sera donc grande de retirer ces énormes montants des comptes bancaires, par exemple pour les mettre dans un coffre comme argent liquide. Or, pour une banque, un million de francs sur un compte ou sous forme d'une liasse de billets déposée dans un safe n'ont pas du tout la même signification : le premier est compté comme masse sous gestion, le second n'a aucune existence au bilan.

Autrement dit, si tous les clients (et en particulier les gros clients, ceux qui ont le plus d'argent en banque) retirent leurs avoirs sous forme d'argent liquide pour éviter les taux négatifs, les banques feront faillite.

Ce comportement rationnel s'avérant fatal aux banques, les banquiers et les politiciens travaillent main dans la main pour l'empêcher. Nous assistons donc au développement d'une [guerre contre le cash](#) et d'un [contrôle des capitaux](#) de plus en plus marqué – et c'est assez tristement que l'on voit [la Suisse aux avant-postes](#) de cette nouvelle offensive contre la liberté économique, cherchant à empêcher chacun à disposer de son compte en banque comme il l'entend.

Le mouvement a déjà commencé et prendra de l'ampleur, les capitaux migrant naturellement vers des lieux où les taux sont plus favorables. Pour ceux qui restent sur place, il y a encore la possibilité de convertir son argent en métal précieux ; l'or est souvent décrié comme étant quelque chose d'inerte voire inutile – « l'or ne se mange pas » nous assène-t-on – mais cette inertie devient une qualité extrêmement recherchée lorsque le simple fait de posséder du cash en billets de banque amène votre fortune à s'étioler. Bien sûr, toutes ces manœuvres de la clientèle assècheront progressivement les banques en les poussant à la faillite.

Le système financier s'effondrera-t-il ?

Éthique et priorités

Les taux négatifs ne sont pas intenable à proprement parler ; ils le sont seulement dans une économie ouverte. De fait, les dirigeants de la zone euro et de tous les pays à taux négatifs sont face à un dilemme : soit ils renoncent

aux taux négatifs, soit ils renoncent à l'économie ouverte.

Comme on peut s'attendre au pire de la part de cette caste, toute une série de mesures seront donc probablement prises pour mettre un terme à la liberté économique. Ces mesures seront de trois types :

- le contrôle des capitaux ;
- l'interdiction des paiements en cash (ou au moins leur plus sérieuse restriction) ;
- le contrôle de l'or et des placements non-monétaires.

Les deux premiers points serviront à éviter que quiconque échappe à la dépréciation planifiée des avoirs bancaires ; l'urgence de la crise justifiera le premier objectif, la lutte contre le terrorisme le second. Quant au troisième, il servira à empêcher la conversion locale du cash en une autre forme de monnaie à l'abri des taux négatifs et on se réjouit de découvrir l'excuse qu'auront concoctées les autorités.

Et il faudra bien sûr [mater les rebelles](#).

Les taux négatifs représentent le dernier acte du drame de l'agonie d'un système économique artificiel comme la monnaie-papier – en quelque sorte, le miroir de l'hyper-inflation, une autre forme d'explosion connue et spectaculaire. Reconnaissons tout de même que dans le cas présent il n'y a pas de précédent historique ; l'effondrement d'un régime de monnaie-papier par le biais des taux négatifs implique un degré de contrôle sur la société civile qui était impossible à atteindre à l'ère pré-informatique.

Nous ne sommes qu'au début de l'époque des taux négatifs, mais à moins de faire marche arrière immédiatement les dégâts qu'ils provoqueront marqueront notre génération.

[Les épargnants portent le blâme](#)



[Michael Pento](#)
Delta Global Advisors

Publié le 05 mai 2015

Comme c'est aussi le cas dans le monde de la mode, les terminologies économiques vont et viennent. L'un des termes à la mode aujourd'hui est « stagnation séculière ». C'est une expression qui a été proposée pour la première fois par l'économiste keynésien Alvin Hansen dans les années 1930.

Stagnation séculière est un terme utilisé pour parler des performances économiques lamentables des Etats-Unis – ralentissement de la croissance et taux de participation au marché du travail inférieur à son potentiel.

C'est un terme qui est aujourd'hui redevenu à la mode grâce à des héros contemporains de l'économie keynésienne comme Larry Summers et Paul Krugman, et qui est basé sur la notion selon laquelle une surabondance chronique d'épargne est à l'origine d'une économie fonctionnant en-dessous de son potentiel. La notion selon laquelle le monde serait aujourd'hui pris au piège dans une sorte de stagnation est une idée avec laquelle je puisse tomber d'accord.

En revanche, le raisonnement présenté pour expliquer cette stagnation passe complètement à côté du rôle joué par les banques centrales, et estime que le ralentissement de la croissance et la baisse des taux d'intérêt sont la faute des épargnants. Cette théorie n'est pas seulement philosophiquement et économiquement erronée, elle ignore aussi des faits liés au déclin du taux d'épargne à l'échelle mondiale.

Krugman et Summers ne semblent pas réaliser que lorsque les taux d'intérêts grimpent, les gens ont tendance à épargner plus. De la même manière, lorsque les taux d'intérêt sont bas, ils épargnent moins. Dans les années 1970, quand les taux d'intérêt atteignaient 20%, le taux d'épargne a atteint un record historique de 14,6% aux Etats-Unis. Aujourd'hui, il est de 5%.

Le Japon, chose qui n'est pas surprenante, est l'enfant-modèle de la stagnation séculière, et a enregistré une chute brutale de son taux d'épargne. Le taux d'épargne du pays, qui s'élevait dans les années 1980 à 20%, a atteint -1,3% en mars 2014. Il n'est pas surprenant que ce taux négatif soit apparu en parallèle à une baisse des rendements des obligations sur 10 ans de 0,3% et à des taux d'intérêt réels négatifs.

En Union européenne, l'épargne a chuté en parallèle à la baisse des taux d'intérêt générée par la BCE. L'épargne des ménages représentait 13,3% en 2009, et est passée à 10,5% au premier trimestre de 2014. La vérité, c'est que malgré le désir de Krugman et de Summers de faire porter le blâme aux épargnants, il n'existe aucune preuve de surabondance de l'épargne à travers le monde. Les Keynésiens ne cherchent jamais à expliquer l'origine de l'hypnose générale qui influence la propension à épargner des ménages.

Une hausse du taux d'épargne n'est visible nulle part. Pour vous dire toute la vérité, 28% des salariés américains ont moins de 1.000 dollars de côté pour leur retraite, selon une récente étude menée par l'Employee Benefit Research Institute et Greenwald and Associates. 57% des consommateurs américains disent disposer de moins de 25.000 dollars d'épargne retraite. L'épargne à laquelle font référence les manipulateurs de marchés n'est rien de plus que le crédit des banques centrales déguisé en épargne. Ce capital d'investissement ne devrait se manifester qu'au travers de la croissance de la productivité et du délai de consommation – et pas au travers de la monnaie fiduciaire des banques centrales.

La véritable cause de la stagnation séculière

Au cours de ces sept dernières années, la Réserve fédérale a imprimé 3,7 trillions de dollars dans l'espoir de relancer la croissance économique. Mais qui a réellement obtenu cet argent ?

Au début de la crise financière, Ben Bernanke ne courait pas au travers des Etats-Unis tel Ed McCann – à toquer aux portes des gens pour vérifier s'ils avaient bien reçu un gros chèque qui leur permettrait de rembourser leur prêt immobilier. Au contraire, la première tranche de monnaie a été dirigée vers les banques afin de leur permettre de demeurer solvables.

Les trois programmes de QE ont porté des actifs à risque sur les bilans des banques, dans l'espoir de les voir accorder des prêts plus stables. Mais à qui les banques étaient-elles supposées prêter ? Les consommateurs étaient déjà excessivement endettés parce qu'ils n'avaient quant à eux pas obtenu de refinancement de la part de la Fed.

Viennent s'ajouter à cette accumulation d'excès de réserve sur le système bancaire une longue liste de nouvelles régulations. La loi Dodd/Frank a encouragé les banques à déposer de l'argent auprès du Trésor. Et l'argent qui restait pouvait être redirigé vers le marché des actions plus facilement que vers le portefeuille des consommateurs. C'est pourquoi des bulles se sont développées sur les actions et les obligations, et c'est aussi la raison pour laquelle l'écart entre riches et pauvres ne cesse de s'accroître.

Mais ironiquement, Krugman et Summers refusent de prendre ces bulles en considération, et les perçoivent comme notre dernier espoir. A vrai dire, Summers a expliqué dans son discours donné devant le FMI, que le monde

d'aujourd'hui a besoin des bulles pour atteindre le plein emploi. Le chroniqueur du New York Times, Paul Krugman, a décrété sur son blog que « les bulles sont peut-être nécessaires au rééquilibrage de l'insuffisance de la demande, du taux de chômage et du ralentissement de la croissance ».

Plutôt que de permettre à l'économie de fonctionner au travers d'un désendettement douloureux mais de court terme qui pourrait le débarrasser des mal-investissements et de paver la voie vers une croissance durable, messieurs Summers et Krugman préfèrent soutenir l'économie au travers d'une série infinie de cycles économiques responsables de la disparition de la classe moyenne. Il semblerait que les Keynésiens qui dominent les politiques globales et les banques centrales aient perdu confiance en le rebond potentiel des économies. Ils ont adopté une économie de contrôle fondée sur le crédit et les taux d'intérêt de banques centrales corrompues.

La vérité, c'est que l'épargne et l'investissement réels ne génèrent pas de stagnation séculière, mais sont les fondations mêmes de la productivité et de la croissance. La stagnation séculière dont souffre aujourd'hui le monde développé a été apportée par la monétisation de la dette des banques centrales, qui a généré des bulles, une saturation de dette et la désolation de la classe moyenne. L'économie souffre de l'état de stagnation des cervelles de ceux qui contrôlent les gouvernements et les banques. C'est cette forme même de stagnation séculière qui mettra bientôt à genou l'économie globale.

[Grèce: les négociations avec les créanciers sur la bonne voie ?](#)

[Par Challenges.fr et AFP Publié le 03-05-2015](#)

La Grèce et ses créanciers vont poursuivre la semaine prochaine des négociations "encourageantes" pour s'entendre sur une liste de réformes à mener par Athènes en échange de la remise du pays sous perfusion financière, ont indiqué dimanche deux sources européennes.

Ces négociations entamées jeudi au sein du Groupe de Bruxelles qui réunit des représentants des créanciers et du gouvernement grec vont se poursuivre lundi et "probablement jusqu'à mercredi", ont indiqué ces deux sources.

"C'est un bon signe", les discussions "sont constructives, j'oserais même dire encourageantes" a indiqué l'une d'entre elles. Un responsable européen avait au départ indiqué que les discussions se poursuivraient jusqu'à dimanche.

Convergence sur certains points

"Sur certaines questions nous voyons une convergence, sur d'autres des progrès doivent encore être faits", a ajouté la même source.

"Les discussions menées avec l'équipe grecque remaniée ont clairement amélioré le processus, avec un clair calendrier des discussions, plus d'experts et de détails", a-t-elle relevé.

Athènes a remanié lundi dernier son équipe de négociations, confiant sa coordination à Euclides Tsakalotos, ministre adjoint des Affaires étrangères chargé des relations économiques internationales, en réaction au climat négatif gagnant en Europe contre le ministre des Finances [Yanis Varoufakis](#).

Une dernière tranche de 7,2 milliards d'euros

La seconde source s'est également prévalu d'une "convergence sur certaines questions". Mais "plus de travail est requis sur d'autres", a-t-elle ajouté.

Les deux parties tentent de s'entendre sur une liste de réformes qu'Athènes doit mettre en oeuvre pour débloquer le versement de la dernière tranche, de 7,2 milliards d'euros, des prêts consentis au pays pour le sauver de la banqueroute. Privées depuis août de cette perfusion, les caisses du pays sont quasi à sec.

Les discussions achoppent en particulier sur les nouvelles coupes dans les retraites et mesures de dérégulation du marché du travail réclamées au gouvernement de gauche radicale d'[Alexis Tsipras](#), élu il y a trois mois sur la promesse de mettre fin à la cure d'austérité administrée au pays depuis 2010.

(Avec AFP)

Le travail est une valeur périmée !

Michel Santi 5 mai 2015

L'Homme a bien-sûr toujours dû travailler pour assurer sa subsistance. Cependant, sous sa forme actuelle, le travail est un concept très récent dans l'histoire humaine. Jusqu'à la fin de la Renaissance ayant vu en 1602 l'avènement de la société par action, l'Homme avait en effet travaillé pour lui-même. Artisans créateurs d'objets ou agriculteurs et éleveurs, les hommes échangeaient leurs marchandises contre d'autres biens ou services. C'est à l'avènement de l'ère industrielle que l'on doit l'apparition du travailleur peu

qualifié et facilement remplaçable. Les percées techniques fulgurantes inaugureront donc un monde nouveau dominé par une production plus rapide, mais surtout moins chère.

Aujourd'hui à l'ère digitale, l'histoire se répète car les objectifs poursuivis sont toujours identiques, à savoir tirer parti des toutes dernières technologies pour augmenter l'efficacité et la productivité avec toujours moins de capital humain, dans le but d'optimiser le capital matériel. Nous faisons, par exemple, 25% moins appel aujourd'hui à la poste qu'il y a seulement quatre ans, optant de plus en plus pour les envois et pour les paiements électroniques. Si l'ordinateur remplace aisément l'Homme en 2015, il accomplit en outre bien plus rapidement et de manière autrement plus fiable les tâches ordinairement confiées à l'humain. Sans charges sociales ni assurance maladie... Depuis l'apparition de la machine, depuis l'avènement de l'ordinateur et – aujourd'hui – à la faveur de l'émergence du robot, l'Homme pense naïvement qu'il sera logiquement conduit à accomplir des tâches plus nobles et plus intellectuelles. En tout état de cause, qu'il assumera en définitive un travail consistant à contrôler et à réparer ces machines.

La réalité est pourtant fort différente car la sophistication de la technologie démontre sans équivoque que l'économie a besoin de moins en moins de capital humain pour gérer un parc robotique toujours plus important. Bref, les progrès – le progrès – tue le travail...précisément à l'heure où l'emploi est la préoccupation majeure de l'Occident. En effet, les économistes keynésiens (dont je fais partie) appellent de leurs vœux des politiques publiques de grands travaux afin de résorber le chômage. Les responsables politiques – qui fondent tous leurs espoirs de réélection sur la baisse du chômage – font de l'emploi leur priorité absolue. Par ailleurs, les entreprises du secteur privé sont stigmatisées pour ne pas jouer le jeu et ne pas privilégier l'embauche. Mais en fait: à quoi sert la technologie, et pourquoi se réjouir des avancées fulgurantes si nous n'en profitons même pas ?

Nous avons en effet totalement oublié le but premier de ces percées technologiques qui fut de remplacer l'Homme par la machine. Aujourd'hui, nos sociétés occidentales sont devenues tellement productives, et nous croulons sous tant d'abondance que nous pourrions loger, nourrir, éduquer et soigner toute notre population avec le travail d'une petite quantité d'hommes et de femmes. Parallèlement, l'organisation de nos sociétés s'avère de nos

jours caduque car la question cruciale qui nous tourmente n'est pas tant de savoir si nous disposons d'assez de biens et de produits. Elle consiste à savoir comment va-t-on bien pouvoir procurer du travail à chacun afin qu'il mérite une partie des immenses quantités des biens dont dispose la société. Selon cet ordre établi qui relève d'un autre temps, celui qui ne bénéficie pas d'un travail est condamné à toutes les privations, et à toutes les brimades.

Eh quoi: est-ce tout ce dont nos sociétés modernes sont capables à l'heure digitale et de la robotisation massive, alors que nous n'avons plus besoin comme au Moyen-Age de fabriquer des marchandises pour vivre ? Ne devient-il pas impératif de restructurer nos sociétés autour d'une autre valeur que l'emploi rendu progressivement – mais inéluctablement – obsolète par la fulgurance de la technologie ?

Dans huit ans, Internet pourrait s'effondrer car il a atteint ses limites, avertissent des chercheurs

par Arnaud Lefebvre · 04 mai 2015 Express.be



Des scientifiques ont mis n garde contre le fait qu'Internet ne se dirige vers un manque de capacités car il ne parvient pas à suivre notre demande toujours plus élevée de transmission de données. Des ingénieurs, des physiciens et des entreprises de télécommunications ont été convoqués ce mois-ci à un rassemblement de la London's Royal Society afin de discuter de ce qui pourrait être une « crise du Web », [explique The Mirror](#).

L'essor de la télévision par Internet, les divers services de streaming et la puissance accrue des ordinateurs ont augmenté la pression sur notre infrastructure de communication. Les câbles et les fibres optiques qui

envoient des informations à nos ordinateurs portables, smartphones et tablettes pourraient avoir atteint leurs limites dans huit ans et ils ne seront plus capables de supporter la hausse de transmission de données, estiment les experts

Jusqu'à présent, les ingénieurs ont réussi à anticiper la demande en augmentant la vitesse d'Internet jusqu'à 50 fois plus par rapport à la dernière décennie. Mais les experts mettent en garde contre le fait qu'une seule fibre optique ne peut pas prendre en charge plus de données. Les entreprises Internet pourraient toujours installer des câbles supplémentaires mais cela se traduirait par une hausse de la facture du consommateur.

Selon les chercheurs, le consommateur pourrait être amené à devoir payer le double pour son utilisation d'Internet ou nous pourrions voir se mettre en place un Internet qui s'éteint par intermittence. En 2005, l'Internet à haut débit avait une vitesse maximale de 2 mégabits par seconde. De nos jours, des vitesses de téléchargement de 100 mégabits sont disponibles dans certains endroits du monde.

« Dans nos recherches en laboratoire, nous sommes en train d'atteindre le point où nous ne pouvons plus obtenir davantage de données pour une seule fibre optique », [a expliqué au Daily Mail, Andrew Ellis](#), co-organisateur de la réunion de la London's Royal Society.

« La demande nous rattrape de plus en plus. Elle se développe encore et encore et il est très difficile de garder une avance. Nous avons bien réussi jusqu'à présent mais il y a un moment où ce n'est plus possible de continuer », précise le chercheur. Pour le moment, les entreprises ont envoyé de plus en plus de données dans la fibre unique pour répondre à la demande. Mais les fibres optiques sont en train d'atteindre leurs limites et elles ne peuvent transférer de lumière.

Selon Elis, cela risque de créer un modèle économique différent et les entreprises doivent se demander si les consommateurs sont prêts à payer plus pour cette hausse de capacité. En outre, au Royaume-Uni, cette augmentation du transfert de données a provoqué la hausse de la demande d'électricité et dans 15 ans, le pays pourrait manquer d'énergie.

« Les réseaux de communication sont confrontés à un désastre potentiel de manque de capacité car la demande de transmission de données dépasse la

capacité des fibres optiques chargées du transfert des signaux internet », a déclaré un porte-parole de la London's Royal Society.

Une espèce animale sur six pourrait disparaître à cause du réchauffement climatique

par Arnaud Lefebvre · 04 mai 2015 Express.be



Quelles que soient les mesures prises par les politiciens lors de sommets contre le réchauffement climatique, une partie importante des espèces animales de la planète disparaîtra , écrit le journal espagnol El País.

Selon une étude américaine publiée dans la revue Science la semaine dernière, l'analyse de diverses études précédentes sur l'impact du réchauffement climatique sur la biodiversité montre que, dans le pire des cas, une espèce animale sur six est condamnée à disparaître. Meme si la débâcle affectera toutes les branches de l'arbre de la vie, elle se situera principalement en Amérique du Sud et en Océanie.

Les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont déterminé une série de scénarios pour la fin de ce siècle, contextes nommés trajectoires de concentration représentatives (RCP). Le destin final de chaque trajectoire est une concentration de dioxyde de carbone et une augmentation de la température associée. Selon cette étude, le scénario le plus optimiste est une hausse de la température globale de 2°C (dit scénario RCP 2,6) d'ici à la fin du siècle présent. D'autres scénarios plus

réalistes avancent une hausse du réchauffement global entre 3° et 4°C, soit des scénarios RCP 6,0 et RCP 8,5.

Quel sera l'impact de cette augmentation sur les écosystèmes ?

Certaines espèces auront-elles la capacité de s'adapter au réchauffement ? Quels sont les êtres vivants les plus vulnérables ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles tentent de répondre biologistes et écologues depuis que l'on a commencé à parler de changement climatique à la fin du siècle dernier. Récemment, le biologiste de l'Université de Connecticut, Mark Urban, a compilé plus d'une centaine d'études sur la relation entre réchauffement climatique et extinction des espèces et les résultats sont loin d'être optimistes.

« Pour un scénario RCP 6,0, je chiffre le pourcentage d'extinction à 7,7% et pour un scénario RCP 8,5%, l'estimation grimpe à 15,7% d'extinction », explique Urban. Ces deux hypothèses sont celles qui sont le plus acceptées par les experts du climat. Cela signifie que dans le deuxième cas, une espèce animale sur six de la planète disparaîtrait. Toutefois, l'étude a estimé qu'avec seulement une hausse de seulement 2°C, le risque d'extinction concernerait 5,2% des espèces. Actuellement, environ 2,8% des espèces sont menacées d'extinction à cause du changement climatique en cours.

Les effets du changement climatique ne sont pas toujours immédiats, explique Urban. Les risques d'extinction estimés sont des résultats sur le long terme au sujet d'espèces qui ne seront plus en mesure de trouver un habitat convenable, soit parce sa taille se réduit et qu'il ne peut donc plus supporter l'espèce, soit parce qu'il disparaît totalement.

Parallèlement, une autre étude récente a constaté que certains des animaux sauvages les plus importants de la planète étaient en baisse, scénario menaçant d'aboutir à un « paysage vide ». Selon ce travail, environ 60% des herbivores géants tels que les rhinocéros, éléphants et gorilles sont menacés d'extinction à cause du braconnage et la disparition de leur habitat.

« Ce processus de déclin des espèces créent ce que l'on nomme un paysage vide au sein des forêts, des savanes, des prairies et des déserts », [expliqué à la BBC](#) William Ripple, professeur l'Oregon State University.

« Les grands carnivores comme les félins et les loups font face aux persécutions directes, à la chasse excessive et à la perte d'habitat mais notre

étude ajoute un autre élément : le garde-manger vide », explique David Macdonald de l'Université d'Oxford. « Il est inutile d'avoir un habitat s'il n'y a rien à manger au sein de celui-ci », ajoute le chercheur.

Selon l'étude, le déclin est provoqué par plusieurs facteurs tels que la perte d'habitat, la chasse pour la viande et certaines parties du corps et la compétition pour la nourriture et les ressources avec le bétail. Ainsi, les rhinocéros pourraient disparaître d'Afrique dans 20 ans, concluent les chercheurs.